



COMMISSION  
EUROPÉENNE

Bruxelles, le 31.10.2025  
C(2025) 7088 final

**RÈGLEMENT D'EXÉCUTION (UE) .../... DE LA COMMISSION**

**du 31.10.2025**

**portant modalités d'application du règlement (UE) 2023/956 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les marchandises et les produits transformés introduits sur le plateau continental ou dans la zone économique exclusive des États membres**

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

# RÈGLEMENT D'EXÉCUTION (UE) .../... DE LA COMMISSION

du 31.10.2025

**portant modalités d'application du règlement (UE) 2023/956 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les marchandises et les produits transformés introduits sur le plateau continental ou dans la zone économique exclusive des États membres**

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) 2023/956 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 établissant un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières<sup>1</sup>, et notamment son article 2, paragraphe 2, second alinéa,

considérant ce qui suit:

- (1) Le règlement (UE) 2023/956 s'applique aux marchandises énumérées à son annexe I qui sont originaires d'un pays tiers, lorsque ces marchandises, ou les produits transformés qui en sont issus dans le cadre du régime du perfectionnement actif visé à l'article 256 du règlement (UE) n° 952/2013 du Parlement européen et du Conseil<sup>2</sup>, sont introduits sur une île artificielle, une structure fixe ou flottante ou toute autre structure se trouvant sur le plateau continental ou dans la zone économique exclusive d'un État membre qui est adjacente au territoire douanier de l'Union.
- (2) Si les marchandises et les produits transformés visés à l'article 2, paragraphe 2, premier alinéa, du règlement (UE) 2023/956 sont introduits sur une île artificielle, une structure fixe ou flottante ou toute autre structure se trouvant sur le plateau continental ou dans la zone économique exclusive d'un État membre de l'Union à partir du territoire douanier de l'Union, les articles 270, 271 et 274 du règlement (UE) n° 952/2013 exigent qu'une déclaration de réexportation, une notification de réexportation ou une déclaration sommaire de sortie soit utilisée pour déclarer ces marchandises ou produits avant leur sortie du territoire douanier de l'Union.
- (3) Afin d'identifier le détenteur des obligations au titre du règlement (UE) 2023/956, il est nécessaire d'établir qui, dans l'Union, doit être considéré comme l'importateur aux fins du règlement (UE) 2023/956 lorsque les marchandises concernées sont introduites sur le plateau continental ou dans la zone économique exclusive d'un État membre qui est adjacente au territoire douanier de l'Union.
- (4) Afin de simplifier les contrôles à effectuer par les autorités douanières en vertu du présent règlement, lorsque les marchandises énumérées à l'annexe I du règlement (UE) 2023/956 originaires d'un pays tiers, y compris les marchandises obtenues dans le cadre du régime de perfectionnement actif visé à l'article 256 du règlement (UE)

<sup>1</sup> JO L 130 du 16.5.2023, p. 52, ELI: <http://data.europa.eu/eli/reg/2023/956/oj>.

<sup>2</sup> Règlement (UE) n° 952/2013 du Parlement européen et du Conseil du 9 octobre 2013 établissant le code des douanes de l'Union (JO L 269 du 10.10.2013, p. 1, ELI: <http://data.europa.eu/eli/reg/2013/952/oj>).

n° 952/2013, sans avoir été transformées, ou des régimes de transit ou de stockage visés à l'article 210 dudit règlement, sont introduites sur une île artificielle, une structure fixe ou flottante ou toute autre structure se trouvant sur le plateau continental ou dans la zone économique exclusive d'un État membre qui est adjacente au territoire douanier de l'Union, le destinataire des marchandises sur le plateau continental ou dans la zone économique exclusive, qui détient des licences autorisant des opérations commerciales sur ce plateau continental et dans cette zone économique exclusive, doit être considéré comme l'importateur.

- (5) Afin de garantir que les autorités douanières disposent en temps utile des informations nécessaires, les marchandises énumérées à l'annexe I du règlement (UE) 2023/956 devraient être déclarées au moyen d'une déclaration de réception déposée par le destinataire dans les 30 jours suivant la réception des marchandises concernées sur une île artificielle, une structure fixe ou flottante ou toute autre structure se trouvant sur le plateau continental ou dans la zone économique exclusive. L'État membre auquel appartient le plateau continental ou la zone économique exclusive étant le mieux placé pour effectuer les contrôles, il convient de déposer la déclaration de réception auprès de l'autorité douanière compétente de cet État membre.
- (6) Le destinataire des produits transformés sur le plateau continental ou dans la zone économique exclusive peut ne pas disposer des informations nécessaires sur les marchandises utilisées dans les produits transformés relevant du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF); aussi, lorsque les produits transformés issus de marchandises énumérées à l'annexe I du règlement (UE) 2023/956 dans le cadre du régime du perfectionnement actif visé à l'article 256 du règlement (UE) n° 952/2013 sont introduits sur une île artificielle, une structure fixe ou flottante, ou toute autre structure se trouvant sur le plateau continental ou dans la zone économique exclusive d'un État membre qui est adjacente au territoire douanier de l'Union, la personne qui dépose la déclaration de réexportation couvrant les produits transformés obtenus dans le cadre de ce régime de perfectionnement actif ou la personne pour le compte de laquelle ladite déclaration de réexportation est déposée doit être considérée comme l'importateur.
- (7) Afin de garantir que les autorités douanières disposent des informations nécessaires, lorsque le titulaire du régime de perfectionnement actif est la même personne que celle qui dépose la déclaration de réexportation, le décompte d'apurement relatif aux marchandises concernées devrait contenir le numéro de compte MACF de la personne qui dépose la déclaration de réexportation ou du représentant en douane indirect qui a accepté d'agir en tant que déclarant MACF agréé, l'origine des marchandises et une indication de la zone économique exclusive ou du plateau continental de l'État membre dans lequel ces marchandises doivent être introduites.
- (8) Étant donné que le destinataire des marchandises correspond à l'importateur, lorsque des marchandises énumérées à l'annexe I du règlement (UE) 2023/956 originaires d'un pays tiers sont introduites sur une île artificielle, une structure fixe ou flottante ou toute autre structure se trouvant sur le plateau continental ou dans la zone économique exclusive d'un État membre qui est adjacente au territoire douanier de l'Union, la réception de ces marchandises devrait être considérée comme une importation.
- (9) Étant donné que le réexportateur des marchandises correspond à l'importateur, lorsque des produits transformés issus de marchandises énumérées à l'annexe I du règlement (UE) 2023/956 dans le cadre du régime de perfectionnement actif visé à l'article 256 du règlement (UE) n° 952/2013 sont introduits sur une île artificielle, une structure

fixe ou flottante ou toute autre structure se trouvant sur le plateau continental ou dans la zone économique exclusive d'un État membre qui est adjacente au territoire douanier de l'Union, la réexportation devrait être considérée comme une importation.

- (10) Afin de garantir que les autorités douanières de l'État membre auquel appartient la zone économique exclusive ou le plateau continental disposent des informations nécessaires pour déterminer si le MACF doit s'appliquer et si l'importateur est un déclarant MACF agréé, la réception des marchandises visées à l'article 2, paragraphe 2, premier alinéa, du règlement (UE) 2023/956 devrait être déclarée par le destinataire au moyen d'une déclaration de réception.
- (11) À des fins de contrôle, lorsque des marchandises sont introduites dans la zone économique exclusive ou sur le plateau continental d'un État membre, la déclaration de réexportation, la notification de réexportation ou la déclaration sommaire de sortie devrait comporter l'indication du plateau continental ou de la zone économique exclusive de l'État membre dans lequel ces marchandises doivent être introduites, ainsi que du pays d'origine. En ce qui concerne les produits transformés, la déclaration de réexportation devrait également contenir le numéro de compte MACF de la personne qui dépose la déclaration de réexportation ou du représentant en douane indirect qui a accepté d'agir en tant que déclarant MACF agréé.
- (12) Étant donné que les dispositions relatives aux contrôles douaniers prévues par le règlement (UE) n° 952/2013 ne s'appliquent pas en dehors du territoire douanier de l'Union, il est nécessaire d'adopter des règles spécifiques en matière de contrôles douaniers.
- (13) À des fins de contrôle, il est nécessaire d'établir des règles relatives à la conservation des documents et des informations, ainsi qu'aux frais et aux coûts, pour les services douaniers visés dans le règlement (UE) n° 952/2013.
- (14) Les mesures prévues par le présent règlement sont conformes à l'avis du comité MACF,

A ADOPTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

# CHAPITRE I

## Définitions

### *Article 1* **Définitions**

Aux fins du présent règlement, on entend par:

- (1) «titulaire de l'autorisation de perfectionnement actif»: le titulaire de l'autorisation pour le dernier régime de perfectionnement actif visé à l'article 256 du règlement (UE) n° 952/2013, appliqué aux marchandises avant leur réexportation vers le plateau continental ou la zone économique exclusive d'un État membre, dont sont issus les produits transformés;
- (2) «décompte d'apurement»: le décompte d'apurement prévu à l'article 175 du règlement délégué (UE) 2015/2446 de la Commission<sup>3</sup>;
- (3) «destinataire»: la personne détentrice d'une licence ou d'une autorisation d'exercer des activités commerciales sur le plateau continental ou dans la zone économique exclusive d'un État membre et qui réceptionne ou a organisé la réception des marchandises visées à l'article 2, paragraphe 2, premier alinéa, du règlement (UE) 2023/956 sur ce plateau continental ou dans cette zone économique exclusive;
- (4) «réception»: l'arrivée physique des marchandises visées à l'article 2, paragraphe 2, premier alinéa, du règlement (UE) 2023/956 chez le destinataire sur le plateau continental ou dans la zone économique exclusive d'un État membre.

---

<sup>3</sup> Règlement délégué (UE) 2015/2446 de la Commission du 28 juillet 2015 complétant le règlement (UE) n° 952/2013 du Parlement européen et du Conseil au sujet des modalités de certaines dispositions du code des douanes de l'Union (JO L 343 du 29.12.2015, p. 1, ELI: <http://data.europa.eu/eli/reg/del/2015/2446/oj>).

## CHAPITRE II

### Règles applicables aux marchandises

#### *Article 2*

##### **Destinataire**

Le destinataire est considéré comme un importateur aux fins du règlement (UE) 2023/956.

#### *Article 3*

##### **Réception des marchandises**

La réception est considérée comme une importation aux fins du règlement (UE) 2023/956.

#### *Article 4*

##### **Dépôt d'une déclaration de réception**

1. Le destinataire déclare la réception au moyen d'une déclaration de réception («déclaration de réception»).
2. La déclaration de réception est déposée sans délai, et au plus tard dans les 30 jours suivant la réception, au moyen de procédés informatiques de traitement des données, auprès de l'autorité douanière de l'État membre auquel appartient le plateau continental ou la zone économique exclusive.
3. La déclaration de réception contient les éléments de données indiqués à l'annexe I et est accompagnée de pièces justificatives.
4. L'autorité douanière peut autoriser le dépôt de la déclaration de réception par d'autres moyens que des procédés informatiques de traitement des données. Dans ce cas, le destinataire dépose la déclaration de réception sous l'une des formes suivantes:
  - (a) sous forme papier, en utilisant le formulaire figurant à l'annexe II (un original et une copie), accompagné des documents étayant les éléments de données fournis dans le formulaire;
  - (b) par courrier électronique, en utilisant le même format que le formulaire figurant à l'annexe II, accompagné des documents étayant les éléments de données fournis dans le formulaire.
5. Lorsqu'elle reçoit une déclaration de réception, l'autorité douanière vérifie la validité du numéro de compte MACF visé à l'article 16 du règlement (UE) 2023/956, enregistre la déclaration de réception et accuse réception.
6. Lorsque le format visé au paragraphe 4, point a), est utilisé, l'autorité douanière conserve l'original de la déclaration de réception et renvoie la copie de la déclaration de réception au destinataire, dès lors que les exigences énoncées au paragraphe 5 sont satisfaites.
7. Lorsque le format visé au paragraphe 4, point b), est utilisé, l'autorité douanière envoie un accusé de réception, dès lors que les exigences énoncées au paragraphe 5 sont satisfaites. L'autorité douanière peut décider de n'accepter qu'un seul des deux formats visés au paragraphe 4. Dans ce cas, elle veille à ce que la décision soit

rendue

publique.

## **Chapitre III**

### **Règles applicables aux produits transformés**

#### *Article 5*

##### **Personne qui dépose la déclaration de réexportation pour les produits transformés**

La personne qui dépose la déclaration de réexportation pour les produits transformés visés à l'article 2, paragraphe 2, premier alinéa, du règlement (UE) 2023/956 ou, lorsque la déclaration de réexportation est déposée par un représentant en douane indirect conformément à l'article 18 du règlement (UE) n° 952/2013, la personne pour le compte de laquelle ladite déclaration est déposée, est considérée comme un importateur aux fins du règlement (UE) 2023/956.

#### *Article 6*

##### **Réexportation de produits transformés**

La réexportation de produits transformés visés à l'article 2, paragraphe 2, premier alinéa, du règlement (UE) 2023/956 vers une île artificielle, une structure fixe ou flottante ou toute autre structure se trouvant sur le plateau continental ou dans la zone économique exclusive d'un État membre qui est adjacente au territoire douanier de l'Union est considérée comme une importation aux fins du règlement (UE) 2023/956.

#### *Article 7*

##### **Données figurant dans le décompte d'apurement**

Lorsque le titulaire de l'autorisation de perfectionnement actif, dont sont issus les produits transformés visés à l'article 2, paragraphe 2, premier alinéa, du règlement (UE) 2023/956, est la même personne que celle qui dépose la déclaration de réexportation ou que celle pour le compte de laquelle ladite déclaration de réexportation est déposée, visée à l'article 5 du présent règlement, cette personne indique les informations suivantes dans le décompte d'apurement:

- (a) le numéro de compte MACF visé à l'article 16 du règlement (UE) 2023/956;
- (b) le plateau continental ou la zone économique exclusive de l'État membre dans lequel ces produits transformés doivent être introduits;
- (c) le pays d'origine des marchandises.



## **Chapitre IV**

# **Règles applicables en ce qui concerne les marchandises et les produits transformés**

### *Article 8*

#### **Données figurant dans la déclaration de réexportation, la notification de réexportation ou la déclaration sommaire de sortie**

Lorsque des marchandises ou des produits transformés visés à l'article 2, paragraphe 2, premier alinéa, du règlement (UE) 2023/956 sont introduits à partir du territoire douanier de l'Union, la déclaration de réexportation, la notification de réexportation ou la déclaration sommaire de sortie contient l'indication du plateau continental ou de la zone économique exclusive de l'État membre dans lequel ces marchandises ou ces produits transformés doivent être introduits, ainsi que l'indication du pays d'origine, en utilisant les codes de référence complémentaire pertinents indiqués dans l'élément de données 12 02 000 000 de l'annexe B, titre II, du règlement d'exécution (UE) 2015/2447 de la Commission<sup>4</sup>. En ce qui concerne les produits transformés, la déclaration de réexportation contient également, dans l'élément de données 12 04 000 000 de l'annexe B, titre II, dudit règlement d'exécution, le numéro de compte MACF de la personne qui dépose la déclaration de réexportation ou du représentant en douane indirect qui a accepté d'agir en tant que déclarant MACF agréé.

### *Article 9*

#### **Contrôles réalisés par les autorités douanières**

1. Les autorités douanières peuvent examiner les marchandises et les produits transformés visés à l'article 2, paragraphe 2, premier alinéa, du règlement (UE) 2023/956 et prélever des échantillons. Elles peuvent également contrôler l'exactitude et l'exhaustivité des informations fournies dans la déclaration de réception, la déclaration de réexportation, la notification de réexportation, la déclaration sommaire de sortie et le décompte d'apurement, et vérifier l'existence, l'authenticité, l'exactitude et la validité de tout document justificatif.
2. Les autorités douanières peuvent examiner la comptabilité de l'importateur visé aux articles 2 et 5 du présent règlement, ainsi que d'autres écritures se rapportant aux opérations commerciales relatives à ces marchandises et produits transformés ou à des opérations commerciales antérieures ou ultérieures portant sur ces marchandises et produits transformés.
3. Les contrôles et examens visés aux paragraphes 1 et 2 peuvent être réalisés dans les locaux du détenteur des marchandises ou de tout représentant de ce dernier, ou de toute personne participant, directement ou indirectement, à titre professionnel, aux opérations visées auxdits paragraphes, ou encore de toute autre personne en possession des documents et données visés auxdits paragraphes à des fins professionnelles.

---

<sup>4</sup> Règlement d'exécution (UE) 2015/2447 de la Commission du 24 novembre 2015 établissant les modalités d'application de certaines dispositions du règlement (UE) n° 952/2013 du Parlement européen et du Conseil établissant le code des douanes de l'Union (JO L 343 du 29.12.2015, p. 558, ELI: [http://data.europa.eu/eli/reg\\_impl/2015/2447/oj](http://data.europa.eu/eli/reg_impl/2015/2447/oj)).

*Article 10*  
**Déclaration MACF**

1. La déclaration MACF visée à l'article 6 du règlement (UE) 2023/956 pour les marchandises visées à l'article 2, paragraphe 2, premier alinéa, dudit règlement est accompagnée d'une copie de la déclaration de réception.
2. La déclaration MACF visée à l'article 6 du règlement (UE) 2023/956 pour les produits transformés visés à l'article 2, paragraphe 2, premier alinéa, dudit règlement est accompagnée d'une copie du décompte d'apurement, lorsque la personne qui dépose le décompte d'apurement est la même que celle qui dépose la déclaration de réexportation ou que celle pour le compte de laquelle ladite déclaration de réexportation est déposée.

*Article 11*  
Conservation des documents et autres informations, et frais et coûts pour les services  
douaniers

1. L'article 51 du règlement (UE) n° 952/2013 s'applique mutatis mutandis à la conservation des documents et autres informations.
2. L'article 52 du règlement (UE) n° 952/2013 s'applique mutatis mutandis aux frais et aux coûts.

*Article 12*  
**Entrée en vigueur**

Le présent règlement entre en vigueur le vingtième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 31.10.2025

*Par la Commission*  
*La présidente*  
**Ursula VON DER LEYEN**